



la Région, à partir d’octobre. Une initiative, rappelons-le, proposée de longue date par les communistes et leurs élus, portée aujourd’hui par la majorité régionale. Jean-Luc Lecomte, conseiller régional, a donc présenté à la presse les propositions des élus communistes (extraits ci-dessous, texte en intégralité sur www.27.pcf.fr) : « ... 500 000 emplois industriels ont été supprimés dans notre pays entre 2000 et 2008 auxquels s’ajoutent les 180 000 perdus en 2009. L’emploi industriel ne représente plus que 12% de l’emploi total. Notre région est également frappée durement par la casse (au moins 7500 emplois industriels supprimés en 2009), même si la part de l’emploi industriel y est supérieure à la moyenne nationale ... la Haute-Normandie qui ne saurait avoir une vocation uniquement touristique comme le prônent les élus et ministres de droite est, comme le reste du pays, malade de la finance. Renault qui produit 4 voitures sur 5 à l’étranger, Total qui prépare le démantèlement du raffinage français et Sanofi-Aventis qui licencie et abandonne la recherche malgré 8,5 milliards d’euros de profits sont des exemples particulièrement frappants de cette politique ... C’est pourquoi, tout au long de la mandature précédente et au cours de la récente campagne électorale, les Conseillers régionaux communistes ont porté avec force la proposition de tenir dans notre région des Assises de l’industrie.

Association Départementale des Elus Communistes et Républicains NON A LA CASSE DES TERRITOIRES !



Adopté en catimini par l’Assemblée Nationale, le projet de réforme des collectivités territoriales est lourd de conséquences pour la population et les agents territoriaux. Balayant le travail accompli par le Sénat, les godillots du président reviennent aux fondamentaux sarkozistes : mépris de la démocratie, sape des services publics, remise en cause des acquis sociaux, défense des privilèges, soumission à la finance. Comme il veut imposer la “réforme” des retraites, le pouvoir actuel veut passer en force pour imposer la “réforme” des collectivités locales. **Recul de la démocratie** avec les atteintes réitérées contre la décentralisation et la représentation populaire. Le projet instaure les conseillers territoriaux. Dans l’Eure, suivant l’équation UMP moins d’élus = plus de démocratie, 34 conseillers territoriaux remplaceraient 17 conseillers régionaux et 43 conseillers généraux. Cette réforme est le prélude à la disparition des départements. Elle conduit à l’asphyxie des communes et à la prévalence des grandes agglomérations, éloignant toujours plus les centres de décisions des citoyens. **Étiolement des services publics** locaux livrés au privé en raison de l’étranglement financier des collectivités avec la réduction des contributions de l’État et de la suppression de la taxe professionnelle. La suppression de la clause de compétence générale interdit désormais les coopérations pour mener à bien des projets d’intérêt général. Elle ne permet plus non plus aux départements et régions de soutenir la vie associative et les

SOUSCRIPTION PCF-27

En cette période de forte mobilisation face à la crise, pour la défense de nos retraites, de nos services publics, le PCF-27, avec ses militant-e-s investit beaucoup pour expliquer et expliquer encore, pour mobiliser toujours plus... nous vous remercions à l’avance de leur apporter votre soutien via l’AD-PCF27. Didier Courbot, **trésorier départemental**

Je verse €

NOM Prénom

Adresse.....

chèque à l’ordre de ADF-PCF, à envoyer à Fédération PCF27 - BP 855 - 27008 Evreux Cedex (déduction fiscale de 66 %, un reçu vous sera adressé)

région haute-normandie les élus communistes pour des assises de l’industrie démocratiques et populaires

Cette proposition a été reprise par la majorité de l’Assemblée et des Assises régionales de l’économie, de l’industrie et de l’innovation vont se tenir à partir d’octobre 2010. Il s’agit, après un diagnostic partagé de la situation de l’emploi industriel dans notre Région, de prendre en compte les enjeux issus de ce diagnostic et de les traduire en orientations stratégiques. Nous sommes certains que ces Assises iront très au-delà des discours convenus et technocratiques et seront, dans les faits, des assises démocratiques et populaires. Dans chaque filière, automobile, verre, pétrochimie, chimie, pharmacie et parfumerie, bois et papier, agroalimentaire, composants et équipements électriques et électroniques, spatial, construction navale aéronautique et ferroviaire, eau, gaz, électricité..., les salariés doivent être associés avec leurs organisations syndicales. Au vu de la richesse des propositions faites par les salariés chez M’Real à Alizay, à Renault Sandouville ou chez Sanofi Aventis, il est primordial de les associer à un débat qui ne saurait se limiter à une discussion entre élus et responsables d’entreprises sur le bilan et les aides financières. La question de la participation des salariés à la gestion des entreprises et la satisfaction des besoins des habitants devraient être également, selon nous, au cœur de ces assises. Nous proposons d’ailleurs que tous les maires qui partagent les objectifs et la démarche de ces assises y soient pleinement associés... permettez-moi de réaffirmer la volonté des élus communistes de contribuer, aux côtés des salariés et de leurs organisations syndicales, à la pleine réussite de ces assises de l’économie, de l’industrie et de l’innovation qui contribueront au développement de l’emploi industriel dans notre région et élaboreront, avec l’ensemble des acteurs, des critères sociaux et environnementaux pertinents auxquels seront soumises les aides régionales qui ne sauraient accompagner licenciements,

activités culturelles et sportives. **Réduction des emplois publics**, le gouvernement incite fortement les collectivités à participer à “l’effort national” de réduction des effectifs dans la fonction publique. De fusions de services en mutualisations, de regroupements de communes en regroupements de départements et de régions, il s’agit de l’application de la révision générale des politiques publiques aux collectivités territoriales. Cette réforme imposée n’a été demandée ni par les citoyens qui veulent plus de service public, ni par les élus qui veulent pouvoir répondre de façon efficace et équitable aux attentes de la population, ni par les associations qui veulent développer leurs activités citoyennes et solidaires. Il répond aux attentes des grands groupes privés qui veulent faire main basse sur le service public local au détriment des citoyens contraints de payer les services au prix fort. **Des moyens financiers existent pour permettre aux collectivités territoriales de répondre aux attentes des citoyens :**

- La suppression de la Taxe Professionnelle est un cadeau de 12 milliards aux entreprises ;
- Une taxe de 0,5 % sur les 4 500 milliards d’actifs financiers rapporterait 22,5 milliards d’euros.

Rappelons que les collectivités locales réalisent 75 % des investissements publics ! La dépense publique est donc utile, socialement et économiquement. Une véritable réforme des finances locales est urgente !

René Vanrokegem nous a quittés

Notre camarade René Vanrokegem militant de la cellule de Lisors depuis 40 ans est décédé le 23 juin (2 jours avant notre regrettée Colette Néhou). Daniel Manceaux, secrétaire de la cellule locale Jacques Duclos nous rappelle son profond attachement au parti. René était natif de Lisors, avec Henriette ils ont eu 8 enfants. Il avait été conseiller municipal dans les années 1970. A sa famille, ses amis et camarades nous présentons nos très sincères condoléances.

Christian Jutel, secrétaire départemental

toutes et tous
jeudi 23
Septembre
Gare d’Evreux
14 heures

plus que jamais : tous ensemble !

Des manifestations du 4, du 7... Aux débats, rencontres et meeting d’une fête de l’Humanité - plus populaire que jamais - ce mois de septembre résonne de ce leitmotiv salvateur : « **Tous ensemble nous sommes plus forts pour les faire reculer !** ». Oui l’enjeu est bien là, être plus nombreux encore dans les rues pour leur dire : « **Stop ! Ça suffit !** ».

Ils (Sarkozy, Umpistes et Medef réunis) ont beau jouer les fiers à bras, chaque jour, un peu plus, leurs bases s’effritent au fur et à mesure qu’ils redoublent de coups tous azimuts sur un peuple qui n’est pas décidé à se laisser faire.

Chaque jour aussi le voile se déchire sur leurs réelles intentions : transformer en profondeur notre société, soumettre notre peuple, les peuples de la planète, pieds et poings liés aux sacro-saintes lois d’airain du capitalisme, où l’argent est roi ... surtout celles et ceux qui le détiennent !

Ils se croient tout permis jusqu’à bafouer les lois, piétiner le droit international et par là même s’attirer les remontrances et les sarcasmes de dirigeants internationaux qui auraient pourtant eux aussi de quoi faire dans leurs pays en terme de démocratie.

En même temps que le « tous ensemble », est aussi monter, dans les allées de la fête de la Courneuve en particulier, la nécessité pour la gauche de dire clairement « sur quel pied elle va danser ! ».

La question est posée à toute la gauche, il ne suffit pas de clamer « dehors ! » comme le

REGARDS SUR L’EURE

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l’Eure du P.C.F.



disent certaines affiches ces jours-ci, mais de dire aussi « pour quoi faire ».

Les communistes pour leur part ne se dérobent pas devant cette question.

Sur les retraites par exemple ils disent ce qu’ils veulent à travers la proposition de loi portée par leurs députés.

Mais pour que la gauche soit vraiment efficace demain, les communistes proposent à leurs concitoyens de s’accaparer eux-mêmes des conditions du changement, et ce dès maintenant.

C’est le sens de la proposition - lancée par Pierre Laurent, au meeting de la fête - de construction par les citoyens eux-mêmes d’un Pacte d’Union Populaire sans attendre 2012 ...

C’est le sens de la proposition des communistes eurois de mettre sur pied un atelier du projet à partir des réalités concrètes de notre département, en invitant à s’y inscrire toutes celles et tous ceux qui - dans leur diversité : militants des partis de gauche, syndicalistes, associatifs, élus ... - ont envie de construire eux-mêmes le changement.

C’est aussi en quelque sorte la démarche des élus communistes de notre région pour préparer les assises régionales de l’industrie dont il est question en page 4.

D’ici là rendez-vous jeudi, à la gare d’Evreux à 14 heures.

Christian Jutel

une fête de l’Huma 2010 porteuse d’avenir

La vieille dame de 80 ans qu'est la Fête de l'Humanité a encore une sacrée pêche ! Qu'on en juge : trois jours de fraternité et de fêtes pour près de 600 000 festivaliers, énormément de jeunes, une météo favorable hormis quelques gouttes le dimanche matin, des concerts de qualité et des débats nombreux et fréquentés.

Dès le vendredi soir, le succès était au rendez-vous avec 50 000 participants électrisés au concert de The Prodigy. Succès confirmé le samedi soir et le dimanche avec des pointes à 70 000 spectateurs.

La politique n'a pas été écartée, loin de là ! Il n'est qu'à citer les 1 358 adhésions au PCF et les 700 nouveaux jeunes communistes recensés en trois jours.

L’Eure a contribué à l'animation politique de cette Fête avec quatre stands. Encore toutes nos félicitations à tous les camarades qui de près, avec le montage, l’animation humaine et politique, la restauration et le démontage des stands, ou de loin, en diffusant la vignette autour d’eux et/ou en confectionnant des tartes, tricots, etc. ont assuré le succès de nos stands !

La "tarterie normande" des communistes d’Evreux et de son agglomération a, par exemple, écoulé l’ensemble de ses tartes dès le samedi soir. Du coup, rançon du succès, c’était poulet à la normande en plat unique le dimanche !

Même succès pour les stands de Vernon, de Risle-Charentonne et de Eure-Seine !

Et que dire du coup de jeunes sur les stands ! La toute nouvelle Jeunesse Communiste de l’Eure peut s’avérer



optimiste au regard des dizaines de jeunes eurois qui ont apporté leur pierre à la réussite de cette édition 2010.

Côté politique, les échanges ont été nombreux durant trois jours, directement ou lors des débats organisés sur le stand d’Evreux, sur l’agriculture animé par Eric Ruiz le samedi et sur la protection sociale animé par Jean-Luc Lecomte le dimanche matin.

21 eurois ont saisi l’occasion de la Fête pour rejoindre le Parti Communiste Français. Nous leur souhaitons la bienvenue et espérons les voir très rapidement prendre leurs marques.

La Fête de l'Huma reste un moment fort de la rentrée politique. Profitons de cette énergie pour continuer le travail de mobilisation et de diffusion de nos idées !

En attendant l’édition 2011 de la Fête de l'Humanité, rendez-vous jeudi dans le cortège du PCF et de la JC, à la gare d'Evreux à 14 h.

ASSEMBLÉE NATIONALE

les parlementaires communistes à la rencontre des manifestants

Des milliers de salariés et militants syndicaux se sont rassemblés mercredi à la mi-journée place de la Concorde face à l'Assemblée nationale, pour exhorter les députés à ne pas voter la réforme des retraites dont l'adoption en première lecture a finalement eu lieu dans l'après midi. Les députés et sénateurs communistes ont décidé d'aller à leur rencontre pour manifester solidarité et détermination : « La retraite, c'est 60 ans ! ».

L'accès au Palais Bourbon étant interdit rive gauche par une rangée de CRS, les députés et sénateurs communiste et du parti de gauche, privés de paroles par le président de l'Assemblée nationale, sont allés rencontrer les manifestants (déclaration de Pierre Laurent). Une trentaine d'élus PCF, et du Parti de Gauche, députés et sénateurs, se sont frayés un chemin sur le pont de la Concorde, ainsi que Pierre Laurent, secrétaire national du PCF. « Cette loi, on la fera sauter même s'ils la votent ce soir », a lancé Marie-George Buffet, acclamée par des manifestants. « Les députés avec nous ! », ont-ils scandé. Rendez-vous est pris pour le 23 septembre.



La lutte continue...
Vous pourrez signer et poster cette
carte postale à la manifestation d’Evreux :
des tables seront mises à disposition
à l'angle du bd Gambetta
(qui passe devant la gare)
et du bd de la Buffardière.

Monsieur le Président,

Nous sommes **des millions** de citoyen(ne)s et salarié(e)s dans la rue et les trois quarts de l'opinion publique **contre votre « réforme »** des retraites.

Elle ne passe pas.

Elle est injuste, inefficace, faite par et pour vos amis du MEDEF.

Nous voulons profiter de la vie, nous voulons la retraite à 60 ans et les moyens existent pour la financer.

Sachez-le, **NOUS NE LÂCHERONS PAS.**

NOM et PRÉNOM : _____

SIGNATURE : _____

POUR NOT PERSONNEL : _____

DISPENSE DE TIMBRE

NICOLAS SARKOZY
PALAIS DE L'ÉLYSÉE
55, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ
75008 PARIS - FRANCE

Huma 2010 : dans l'Eure ça débat !

la protection sociale au cœur ... ça se défend aussi ... tous ensemble

La Fédération de l'Eure du PCF organise depuis 2 ans, au sein du stand conjoint de la section Evreux-agglomération-Vernon des débats sur les questions d’actualités (agriculture le samedi voir ci-dessous) et protection sociale le dimanche à 11 h... une gageure ? Et bien non ! Malgré un vilain crachin qui nous obligea à rentrer, momentanément, les tables pétitions pour soutenir la proposition des députés communistes sur les retraites, petit à petit la qualité des débats et des intervenants ont su convaincre de la nécessité de réfléchir sérieusement à ces questions, même un dimanche matin. Il faut dire que le maître d’œuvre de cette rencontre, J.L. Lecomte, conseiller régional, maire-adjoint de Vernon avait mis les atouts de son côté en invitant Christophe Prud’homme, médecin urgentiste bien connu et responsable CGT dans ce domaine, ainsi que Marcel Larmanou, maire -conseiller général de Gisors, au cœur de ces batailles pour la défense des hôpitaux publics et Christian Jutel, vice-président du Conseil Régional jusqu'en mars dernier sur ces questions de santé. Impossible ici de résumer ce riche échange entre les intervenant-e-s et les participant-e-s, l'essentiel



étant - comme le résumera J.L. Lecomte avec l'assentiment général de l'assistance - de fédérer ces luttes pour la défense de la retraite, de la santé, de la protection sociale en général, de l'emploi... à l'échelle nationale voire européenne et mondiale. Dans ces domaines comme dans tous les autres l'urgence est à se rassembler contre les mauvais coups qui tombent chaque jour (depuis, une nouvelle vague de non-remboursement de médicaments...) et à créer les conditions, demain, d’une réelle protection sociale de notre temps, donc hors des critères des marchés financiers.

quand agriculteurs et consommateurs débattent

Le stand de l'Eure accueillait cette année encore un débat sur une question agricole. Après la crise laitière en 2009, le thème du débat était "relocaliser la production agricole pour rémunérer le travail paysan".

Malgré des soucis d'organisation, une quinzaine de personnes se sont arrêtés pour échanger avec les intervenants de ce débat, Jacky Tixier, éleveur bio en vente directe dans la Creuse, Arnaud Faucon, secrétaire national de l'INDECOSA-CGT, et Xavier Compain, éleveur des Côtes-d'Armor et responsable de la Commission nationale Pêche-Agriculture-Forêt du PCF.

De ces interventions, deux aspects sont ressortis :

- les importations de produits agricoles ont fait chuter le revenu et le nombre de paysans sans diminuer le prix de vente de l'alimentaire au consommateur ;
- les distances parcourues par ces productions agricoles représentent un non-sens écologique (bien que parfois vendues comme "Bio"), pour des produits d'exportation qui concurrencent les productions alimentaires locales et ne respectent souvent pas les réglementations sanitaires et sociales françaises.

Tout comme pour l'industrie, il s'agit de délocalisations qui ne profitent ni aux paysans, d'ici ou d'ailleurs, ni aux consommateurs. Dans ce domaine, les seuls gagnants sont l'industrie agroalimentaire et la grande distribution. Dans cette filière aussi, c'est bien de la répartition de la plus-value dont il est question.

Au-delà des constats, de nombreuses propositions ont été avancées par les uns et les autres, très souvent complémentaires. Il



en est ainsi de la mise en place d'un coefficient multiplicateur sur les produits agricoles qui éviterait une envolée des prix de vente au consommateur ; associé à un Prix minimum indicatif européen sur chaque production agricole, il garantirait en même temps le prix d'achat au producteur. Le développement des circuits courts, vente directe ou coopératives d'achat, est une autre idée.

A l'issue de cet échange, il est apparu que producteurs et consommateurs devaient travailler ensemble pour reprendre la main. L'agriculture et l'alimentation ont trop longtemps été confisqués par les industriels et la grande distribution. C'est d'ailleurs en s'engageant à poursuivre ce travail collectif au nom du PCF que Xavier Compain a conclu ce débat.

Eric RUIZ, animateur du débat